ÉTAT DES LIEUX DE L'EUROPE : L'HÉGÉMONIE FRANÇAISE

1

LES FORCES EN PRÉSENCE

Depuis la Révolution, la France a dû faire face à une coalition menée par l'Angleterre, visant à empêcher la propagation des idéaux révolutionnaires et l'hégémonie française. Avec le sacre de Napoléon 1er, le contexte européen change peu. Même si la France s'entoure de quelques alliés, elle doit faire face aux grandes puissances européennes, l'Angleterre, la Russie, l'Autriche, la Prusse (quatrième coalition). Ses alliés (Pays-Bas, États d'Allemagne et d'Italie) doivent, pour la plupart, « accueillir » des troupes françaises. Il existe pourtant une nation dont l'alliance avec la France ne s'accompagne pas d'une occupation militaire : l'Espagne. Mais cela devait changer…

Francisco de Goya
La familia de Carlos IV, 1800
On retrouve les princes espagnols exilés à Valençay : don Carlos à gauche en rouge, le prince des Asturies à côté de lui en bleu et don Antonio à l'arrière-plan derrière Charles IV en noir.

LES RELATIONS FRANCO-ESPAGNOLES

Les relations entre la France et l'Espagne ont fait l'objet de nombreuses alliances durant les années précédant le début du règne de Napoléon 1er. Il faut rappeler que Louis XIV plaça son petit-fils, qui devint Philippe V sur le trône d'Espagne en 1700, et que Choiseul, ministre de Louis XV, négocia un « pacte de famille » entre les Bourbons régnant en France, en Espagne et en Italie (1761). Charles IV, roi depuis 1788, est le petit-fils de Philippe V.

Ces alliances, tournées contre l'Angleterre, bénéficiaient surtout à la France. En 1796, la paix de Bâle est signée à l'avantage des Français qui se trouvent aux portes de Barcelone. L'alliance tourne au désastre pour la flotte espagnole, anéantie à Trafalgar (1805). Pour renforcer le Blocus continental décrété par lui l'année précédente, l'Empereur somme en juillet 1807 le Portugal de déclarer la guerre à l'Angleterre et de fermer ses ports aux navires anglais : c'eût été mettre fin à l'alliance traditionnelle anglo-portugaise, à l'exportation des laines et du porto, aux relations avec le Brésil et surtout priver l'Angleterre de son marchepied sur le continent. Cet ultimatum conduit Napoléon à conclure avec le Prince de la Paix, Manuel Godoy, favori de Charles IV et de son épouse Marie-Louise, le traité secret de Fontainebleau (27 octobre 1807) : avec l'« affaire portugaise » commence l'« affaire d'Espagne ». En effet, le traité permettait à la France d'envahir le Portugal avec l'aide de l'Espagne et préparait le partage du royaume. C'était pour la France l'occasion d'introduire des troupes en Espagne pour préparer l'occupation de la péninsule ibérique dans son ensemble. Napoléon, porté par son désir d'hégémonie sur l'Europe, méprise la famille royale espagnole et projette d'opérer un changement dans le royaume de Charles IV. Il n'a aucune considération pour le peuple espagnol, qu'il juge arriéré, et ne voit là qu'une nation de plus à soumettre rapidement et, pense-t-il, sans grandes conséquences.

Carte de l'Empire napoléonien en 1811

L'ESPAGNE, AU DÉBUT DU XIXe SIÈCLE

UNE SITUATION POLITIQUE PROPICE

L'Etat espagnol est fragile, la famille régnante est divisée : le roi Charles IV et la reine Marie-Louise laissent gouverner Manuel Godoy, nommé « prince de la Paix » après le traité de Bâle avec la France (22 juillet 1795) : le favori est impopulaire et détesté par l'héritier du trône, Ferdinand, prince des Asturies, né en 1784. En 1806, Godoy entame des négociations secrètes avec Londres en vue d'une alliance : les pourparlers sont arrêtés par la victoire d'Iéna (14 octobre 1806). La situation interne de l'Espagne et les luttes familiales pour le pouvoir faciliteront l'intervention de Napoléon.

LE COMPLOT DE L'ESCURIAL

Au moment de la signature du traité secret de Fontainebleau, Charles IV apprend l'existence d'une correspondance entre l'Empereur et Ferdinand. Le 28, le prince des Asturies est consigné dans ses appartements du palais royal de l'Escurial situé au nord de Madrid. Le 29, interrogé devant le Roi et la Reine, il admet s'être laissé influencer ; ses complices sont arrêtés. Plus tard, Charles IV écrit à Napoléon et se plaint de l'implication de l'ambassadeur de France, François de Beauharnais, dans ce complot. L'Empereur dément être au courant et fait en sorte que Ferdinand ne subisse pas de sanction trop rigoureuse pour ne pas retarder l'entrée de ses troupes au Portugal par l'Espagne. En France, les journaux publièrent les pièces officielles du complot de l'Escurial.

LE SOULÈVEMENT D'ARANJUEZ

Le 17 mars 1808, une foule dirigée par les partisans de Ferdinand se soulève et s'empare du palais de Godoy à Aranjuez situé au sud de Madrid. Finalement, le 19, Manuel Godoy est arrêté et Charles IV abdique : Ferdinand VII fait une entrée triomphale à Madrid. Mais Napoléon continue à considérer Charles IV comme le souverain légitime et le fait savoir à Murat, qui occupe la capitale espagnole.

LE « DOS DE MAYO »

Cet épisode est surtout connu à travers les tableaux de Goya et les conséquences que cette journée a eues sur le peuple espagnol. Le 2 mai 1808, après plusieurs échauffourées, une émeute, spontanée ou préparée, éclate devant le palais Royal pour empêcher le départ pour Bayonne des derniers membres de la famille royale : Murat lance ses troupes contre ce qui devient une guérilla urbaine, férocement réprimée le lendemain « *tres de mayo* » : c'est le début d'une guerre asymétrique, menée par des civils contre une armée de métier.

Joachim Murat (1767-1815), maréchal d'Empire, grand duc de Berg, était un des proches lieutenant de Napoléon, son beau-frère par son mariage avec Caroline Bonaparte ; alors qu'il pensait que l'Empereur le nommerait roi d'Espagne et des Indes, celui-ci choisit son frère Joseph, qui régnait alors sur le royaume de Naples où Murat lui succéda.

LE « GUET-APENS DE BAYONNE » : DES TRAITÉS OBTENUS PAR LA RUSE

Profitant de la situation troublée, Napoléon accepte d'arbitrer entre le père et le fils et invite la famille royale à Bayonne au château de Marracq. Ferdinand VII, arrivé le 20 avril, espérant être reconnu, est terrorisé par Napoléon qui exige sa renonciation. Le 6 mai (acte formalisé le 10 mai par le général Duroc, grand-maréchal du Palais, et le chanoine Don Juan Escoïquiz, conseiller du prince), devant les menaces de son père et les insultes de sa mère, il renonce à la couronne : il ignorait que son père, conseillé par Godoy, avait accepté le 5 mai de ne pas la conserver pour lui-même, chargeant son allié français de placer sur le trône un candidat de son choix. Au lieu d'un infant d'Espagne, Napoléon choisit son frère Joseph Bonaparte. Charles IV reçoit en compensation de son abdication la résidence de Chambord et une rente de 6 millions. On garantit au favori Manuel Godoy une retraite heureuse et on règle le sort de l'infant Don Francesco (14 ans) : il suivra ses parents en exil. L'Empereur convoque à Bayonne une assemblée de notables espagnols désignés pour approuver une constitution du royaume censée apporter à l'Espagne la "régénération" dont elle avait besoin : elle est proclamée le 7 juillet 1808.

L'EXIL

Le départ de Bayonne vers les destinations d'exil eut lieu le 11 mai 1808. Charles IV et sa femme se dirigent finalement vers Compiègne et Ferdinand VII, son frère don Carlos et leur oncle don Antonio partent pour Valençay alors que le château de Navarre près d'Evreux leur était promis. Ils n'y renoncèrent que lors du divorce de Napoléon et de Joséphine qui obtint ce château en compensation.

Francisco de Goya
El rey Carlos IV, de rojo, 1789

Bartolomeo Pinelli
Abdication de Ferdinand VII au trône d'Espagne lors de l'entrevue de Bayonne en 1808

LA FRANCE DANS L'IMBROGLIO ESPAGNOL

LA RESPONSABILITÉ DE TALLEYRAND

L'affaire espagnole s'enclenche au moment du départ de Talleyrand du ministère des Relations extérieures en août 1807. Nommé vice-Grand Électeur, il est en demi-disgrâce et cherche à se rapprocher de Napoléon qui a besoin de lui et lui donne les attributions d'archichancelier d'État dont le titulaire est le prince Eugène, vice-roi d'Italie : le voici chargé de la présentation des ambassadeurs et de la conservation des traités. Lors du séjour de la Cour à Fontainebleau en septembre-octobre 1807, le souverain et son ancien ministre, mieux au fait que le novice Champagny de l'imbroglio espagnol depuis le Directoire, ont de fréquents entretiens.

Talleyrand s'intéresse à l'Espagne comme spéculateur : ce royaume vassal de la France permet au ministre de réaliser de fructueuses opérations financières (commission sur les emprunts de l'État espagnol, spéculation sur les monnaies d'or et d'argent importées des colonies d'Amérique). L'intermédiaire est la banque d'État espagnole, la banque Saint-Charles, dont le siège à Paris, l'hôtel de l'Infantado rue Saint-Florentin, devient en 1812 la propriété du prince de Bénévent. Celui-ci nie sa responsabilité. Pourtant, même s'il a fait le ménage dans les papiers de son ministère, les témoignages fournissent à l'historien des présomptions accablantes : un ancien employé du ministère parle d'« un mémoire de M. de Talleyrand pour engager l'Empereur à entreprendre la guerre d'Espagne, à détrôner la dynastie régnante et à faire la conquête de ce pays. Une armée de 25 000 hommes devrait suffire ». Sa pensée initiale, rapportée par Pasquier, est que « la couronne d'Espagne a appartenu depuis Louis XIV à la famille qui régnait sur la France. L'établissement de Philippe V a seul assuré la prépondérance de la France en Europe. C'est donc une des plus belles portions de l'héritage du grand roi, et cet héritage, l'Empereur doit le recueillir tout entier ; il n'en doit, il n'en peut abandonner aucune partie ». Pensée qui flatte assurément Napoléon, continuateur de Louis XIV, et qui cache au moins deux arrière-pensées, l'une est noble, c'est qu'une action sur l'Espagne et le Portugal pourrait forcer l'Angleterre à la paix et détournerait les forces françaises de l'Allemagne, facilitant l'alliance avec l'Autriche ; l'autre est moins avouable, c'est son aversion pour les Bourbons. Mais d'après ses confidences à Mme de Rémusat, Talleyrand aurait donné à Fontainebleau, compte tenu de l'hégémonie croissante de l'Empire sur l'Europe, des conseils plus mesurés : obtenir le renvoi du favori Godoy et l'abdication du vieux roi en faveur de son fils, qui serait marié à une princesse française, et sans doute l'occupation de la Catalogne jusqu'à la paix.

« L'AFFAIRE D'ESPAGNE »

Ce que l'on a appelé en France « l'affaire d'Espagne » peut porter différents noms selon les pays qui y ont participé. Les Anglais et les Portugais l'appellent « guerre péninsulaire » (Peninsular War - Guerra Peninsular), les Allemands « guerres napoléoniennes sur la péninsule ibérique » (napoleonische Kriege auf der Iberischen Halbinsel), alors qu'en Espagne, on revendique une guerre de libération (Guerra de la Independencia Española). Et si l'on évoque seulement l'intervention militaire, on peut alors parler de « campagne d'Espagne ».

La révolte se généralise dans le courant de mai 1808 : des juntes locales déclarent la guerre à la France, prenant contact, quand elles le peuvent, avec les Anglais. Dans les régions soulevées, les troupes de l'armée régulière passent à l'insurrection. Une armée d'occupation de plus de 100 000 hommes rencontre une forte résistance (siège de Saragosse...) et subit des défaites, comme celle de Dupont à Bailen (22 juillet). Joseph Bonaparte (José 1er), entré dans Madrid le 20 juillet, quitte précipitamment la capitale dix jours plus tard, tandis que Junot évacue le Portugal. Napoléon décide d'intervenir personnellement pour reprendre le contrôle de la situation en Espagne.

La campagne éclair de Napoléon se déroule du 4 novembre 1808 au 19 janvier 1809. Au départ, l'armée française se heurte aux troupes anglaises qui apportent leur aide à la fois au Portugal et à l'Espagne. Wellington offre même quelques victoires à l'Angleterre, notamment à Vimeiro en 1808, mais l'armée du général Moore est battue à La Corogne (16 janvier), les habitants de Saragosse se rendent après une résistance héroïque le 21 février. Napoléon entre dans Madrid le 4 décembre 1808 et promulgue des lois pour la « régénération » de l'Espagne (suppression de l'Inquisition, réduction du nombre de couvents, suppression des douanes intérieures). Ce qui ne peut convaincre que de rares « *afrancesados* ».

D'après François Gérard
Talleyrand à sa table de travail, 1808

LES PRINCES D'ESPAGNE À VALENÇAY (1)

L'ARRIVÉE

Napoléon écrit à Talleyrand, le 9 mai 1808 de Bayonne : « Le prince des Asturies, l'infant Don Antonio, son oncle, Don Carlos, son frère, seront mardi à Valençay. Soyez-y lundi au soir. Mon chambellan Tournon s'y rend en poste, afin de tout préparer pour les recevoir.
« Faites en sorte qu'ils aient du linge de table et de lit, de la batterie de cuisine…
« Je désire que ces princes soient reçus sans éclat extérieur, mais honnêtement et avec intérêt et que vous fassiez tout ce qui sera possible pour les amuser. Si vous avez à Valençay un théâtre, et que vous fassiez venir quelques comédiens, il n'y aura pas de mal.
« Quant à vous, votre mission est assez honorable ; recevoir chez vous trois illustres personnages pour les amuser est tout à fait dans le caractère de la nation et dans celui de votre rang ».

Sur le chemin qui les mène à leur lieu d'exil, les princes s'arrêtent à Argenton le 17, à Châteauroux le 18 à l'hôtel Bertrand et arrivent à Valençay le 19 mai 1808 au soir. Ils sont alors accueillis par le prince de Bénévent, son épouse et les deux chambellans envoyés par l'Empereur. Le carrosse des princes, antique véhicule en bois doré, ridicule en ce siècle de renouvellement des transports, « d'une forme tout à fait gothique », pense Talleyrand en homme du XVIII siècle, mais digne réceptacle de la majesté espagnole, restera à Valençay jusqu'à sa vente en 1902. Selon les *Mémoires*, empreints d'un hypocrite respect, « cet air d'ancienneté, en rappelant leur grandeur, ajoutait encore à l'intérêt de leur position ». La première rencontre est assez tendue : les Espagnols sont refroidis par cet hôte qui n'est pas à la hauteur de leur rang et Talleyrand choqué d'apprendre que l'oncle, don Antonio, ne parle pas le français.

UNE COUR ESPAGNOLE EN BERRY

Talleyrand prend de nombreuses précautions pour assurer aux princes espagnols une vie quotidienne digne de leur rang : « Je les entourai de respect, d'égards et de soins. Je ne permis à personne de se présenter devant eux qu'après en avoir obtenu d'eux-mêmes la permission. On ne les approchait jamais qu'en habit habillé ; je n'ai moi-même jamais manqué à ce que j'avais prescrit à cet égard. Toutes les heures de la journée étaient distribuées selon leurs usages : la messe, les heures de repos, les promenades, les prières, etc. » La dévotion occupe d'ailleurs une place prépondérante dans la journée des princes : en 1812, ils « firent maigre tout le Carême et passèrent la Semaine Sainte à prier jour et nuit ». En guise d'expiation, ils vont même jusqu'à brûler les œuvres de Voltaire et de Rousseau, prisées en France, mais jugées impies outre-Pyrénées (14 juillet 1812).

Les passe-temps des princes à Valençay sont variés. Don Antonio pratique la broderie (il a laissé un paravent brodé de ses mains), collectionne dans sa chambre les pièges à loup et y crée un jardin intérieur qui pourrit le parquet. Certains loisirs sont tout à fait ordinaires : promenades à pied ou en voiture, visites aux forges de Luçay ou au château voisin de La Moustière… D'autres sont plus insolites : construction d'un bassin et d'une serre dans le jardin ou encore mise en place d'un laboratoire de chimie. Les promenades de la Cour nécessitent de grandes écuries (qui datent de cette époque), on s'adonne à la chasse, notamment la chasse au lapin avec des furets dans les garennes (le pavillon de la Garenne est leur pavillon de chasse), à la lecture qu'ils n'aiment guère et surtout au théâtre.

Berline de voyage des rois d'Espagne, 1750

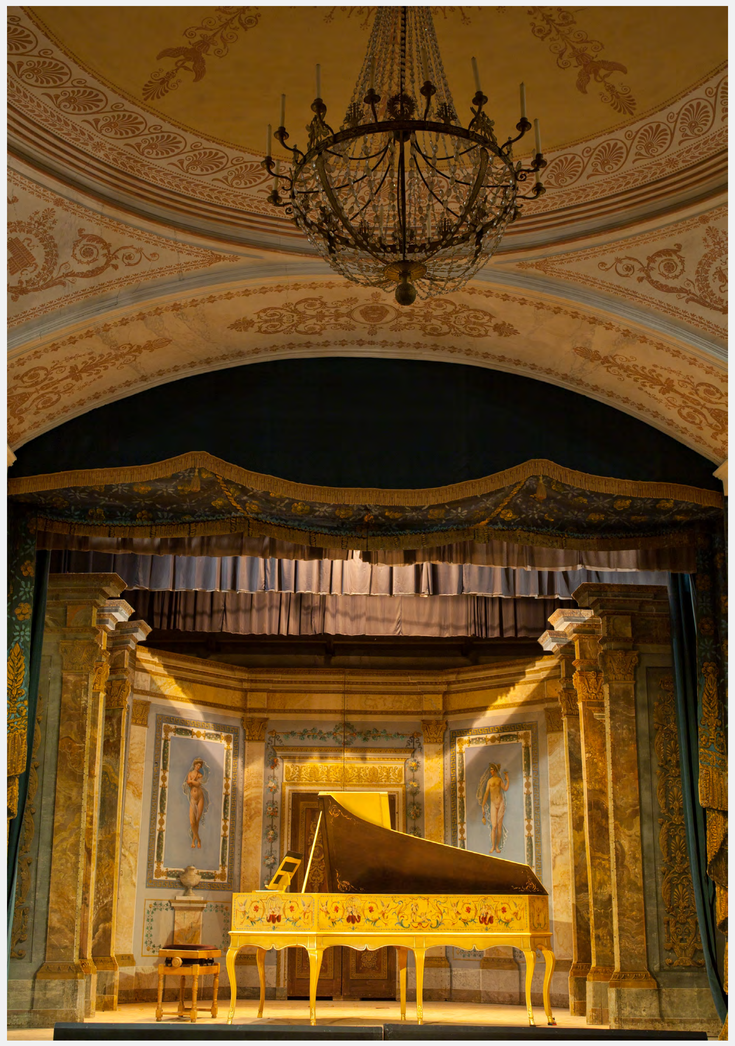
LES PRINCES D'ESPAGNE À VALENÇAY (2)

LA VIE DE COUR : THÉÂTRE, MUSIQUE, FÊTES

« Si vous avez à Valençay un théâtre et que vous fassiez venir quelques comédiens, il n'y aura pas de mal » (Napoléon à Talleyrand). Après des représentations de salon, un théâtre est inauguré le 30 mars 1810 avec un opéra-comique : *Camille ou le souterrain* de Nicolas Delayrac. Cette pièce de 1791 est une découverte pour les princes et Ferdinand VII avoue : « C'est la première fois que je vois et j'entends l'opéra, nous avons reçu une singulière éducation à Madrid; on ne nous apprenait rien, on ne nous montrait rien. »

Talleyrand fait aussi venir des musiciens dont Jan Ladislav Dussek, un pianiste tchèque ayant joué à Paris et à Versailles. Celui-ci appréciait peu le style de cette cour en exil : « Nous vivons ici moitié à la française moitié à l'espagnole, ces étrangers sont les meilleurs enfants du monde ; seulement ils m'excèdent à force de me faire faire des impromptus sur le fandango, les boléros… ».

Les princes d'Espagne donnent de nombreuses réceptions au château de Valençay pour célébrer l'Empereur et sa famille : le 6 avril 1810, pour le mariage de Napoléon et de Marie-Louise, le 15 août, pour la Saint-Napoléon, le 25 août pour la fête de l'Impératrice, le 13 juin 1811 pour la naissance du roi de Rome. On célèbre même plusieurs mariages entre Espagnols et Français dont le plus distingué est celui du marquis de Guadalcazar, chambellan du prince des Asturies, avec la jeune Ernestine Godeau d'Entraigues, fille du châtelain voisin de La Moustière. Les fêtes pouvaient se dérouler sur plusieurs jours, avec dîners, illuminations, concerts, feux d'artifice, messes, parades… Les princes se présentaient alors dans leurs plus beaux habits de cérémonie et la ville de Valençay vivait au rythme de ces fêtes. Cependant, les festivités cessent en 1811 pour des raisons financières.



Les princes ne se plaisent guère à Valençay, « triste et incommode », selon Ferdinand. Ils auraient désiré vivre dans une résidence parisienne mais Napoléon ne souhaite pas les rapprocher de Paris. Ils veulent alors acheter le château de Valençay, à la faveur du projet de mariage entre Ferdinand VII et l'une des filles de Lucien Bonaparte, mais ce projet échoue. Talleyrand leur propose alors la location du château en 1811, mais ils la refusent.

L'ENTOURAGE DES PRINCES

Les princes espagnols arrivent à Valençay accompagnés d'une suite de 55 personnes. Ils durent tous prêter serment de fidélité au nouveau roi espagnol, Joseph Bonaparte, José 1er.

Les princes disposent au cours de leur exil de plusieurs gouverneurs, représentants de l'Empereur et chargés de la sécurité. Charles Philippe Alexandre d'Arberg est le premier à occuper cette fonction jusqu'en 1810. Il est d'origine belge et a été chambellan de Napoléon. Il diminue la suite espagnole en renvoyant plus de 30 personnes. Il est remplacé par Pierre Berthémy, suivi un an après par le capitaine Reiset, très apprécié pour sa simplicité et sa franchise militaires.

Certains noms ont échappé à l'oubli : Rafael Alfonso de Souza de Portugal, 10e marquis de Guadalcazar, chambellan de Ferdinand VII, qui fait un mariage romantique avec la jeune Ernestine d'Entraigues, don Juan Escoïquiz, qui accompagne les princes jusqu'à Valençay où il reste jusqu'en 1809. Ancien précepteur du prince des Asturies, puis son confident, notamment lors des scènes de Bayonne, il est invité à quitter Valençay pour Bourges après avoir été soupçonné de pousser les princes à la révolte. Son neveu, Juan d'Amezaga, grand-écuyer, jouit d'une grande influence. Il est pourtant détesté des princes qui le font éloigner de Valençay en 1811. Enfin, don José Miguel de Carvajal-Vargas y Manrique de Lara, 2e duc de San Carlos, amant de la princesse de Bénévent (ce dont Napoléon ne manque pas d'informer son ancien ministre), éloigné un moment mais entretenant toujours cette relation secrètement à Paris, retourne à Valençay pour tenter de convaincre Ferdinand VII de s'évader pour rejoindre l'Amérique. Envoyé en exil à Lons-le-Saulnier, il reviendra pour négocier le traité de Valençay.

Les princes espagnols disposent également d'un valet de chambre, homme de confiance, Moreno, de médecins français, d'un aumônier, d'un écuyer anglais… Certains serviteurs doivent partir, mais tout ce monde est sous la surveillance de la haute police qui rend compte des moindres évènements.

Au début de leur séjour, des plaques de tôle peinte sont clouées à des poteaux dans les allées : chaque membre de la Cour a la sienne, le prince Ferdinand, la princesse de Bénévent, Pepe (diminutif de José) duc de San Carlos…

Théâtre du château de Valençay, 1810

LES PRINCES D'ESPAGNE À VALENÇAY (3)

TALLEYRAND ET LES PRINCES

Talleyrand resta très peu de temps auprès des princes d'Espagne. Le 5 août 1808, il part rejoindre Napoléon à Nantes, revient brièvement à Valençay et repart définitivement le 30 août pour se rendre au congrès d'Erfurt. Il leur donne l'occasion de connaître la liberté et de nouveaux loisirs : la liberté de se promener seuls dans le parc du château par exemple (en Espagne, les princes ne pouvaient sortir sans l'autorisation préalable du roi). Il leur fait découvrir le théâtre auquel ils n'avaient pas accès en Espagne et tenta de les intéresser à la lecture, sans succès. Lors de son départ, dit-il, « les princes vinrent tous les trois me faire leurs adieux dans mon appartement, les larmes aux yeux. Ils cherchaient ce qu'ils pouvaient me donner comme une marque d'amitié et de reconnaissance… Chacun d'eux m'offrit le vieux livre de prières dont il se servait à l'église. Je les reçus avec respect et avec une émotion que je n'aurais jamais la témérité d'exprimer. »

VALENÇAY PRISON DORÉE DES PRINCES D'ESPAGNE

Un important système de surveillance est mis en place et maintenu par le ministre de la Police générale qui reçoit des rapports du préfet de l'Indre, Gilles Prouveur de Pont de Grouard qui se trouve au château de Valençay dès le lendemain de l'arrivée des princes et s'y rendra régulièrement entre 1804 et 1814. Il reçoit ses consignes du ministère et notamment du conseiller d'Etat Réal : « Tâchez, monsieur, par tous les moyens qui sont en votre pouvoir, de pénétrer le plus profondément possible, et cependant avec réserve (il souligne) dans les relations qui pourront exister, soit à l'intérieur, soit du dehors, à l'intérieur du château. » Le château et la ville sont gardés jour et nuit. Toute personne arrivant à Valençay doit présenter un passeport et une liste des voyageurs comprenant âge, lieu d'origine et profession est envoyée à Paris. Quant à la correspondance, elle est surveillée par le directeur général des Postes, Antoine Marie Chamans de Lavalette.

Les princes d'Espagne disposent donc de très peu de contacts avec l'extérieur jusqu'en 1813, lorsque l'Empire vacille. En janvier 1813, le tsar fait publier un manifeste dans lequel il reconnaît la légitimité de Ferdinand VII. La surveillance est alors renforcée et les princes ne peuvent cacher leur satisfaction même s'ils témoignent leur regret lors de la défaite de Napoléon en Russie : « Ils gardent le plus profond silence sur les nouvelles qu'ils lisent dans le *Moniteur* » (9 février 1813). Plus tard, le changement s'opère : « Les circonstances du moment semblent augmenter la dissimulation des princes qui laissent néanmoins percer une joie inquiète ; on les voit plus désireux d'apprendre les événements » (19 novembre 1813).

On redouble donc d'imagination pour distraire les princes. Ils ne doivent pas se trouver en état de dépression, ce qui pourrait les amener à penser à l'évasion. Napoléon, dans une lettre à Talleyrand, propose des distractions féminines pour faire oublier aux princes la situation de leur pays et pour avoir prise sur eux : « Vous pourriez y amener Mme de Talleyrand avec quatre ou cinq femmes. Si le prince des Asturies s'attachait à quelque jolie femme, cela n'aurait aucun inconvénient, surtout si on en était sûr… » Ferdinand VII, veuf depuis 1806, n'eut aucune « amourette » lors de son exil à Valençay comme l'espérait l'Empereur.

Malgré une étroite surveillance, il y a quelques tentatives d'enlèvement en 1810 (« enlèvement » faute de preuve de l'implication des princes). À la fin du mois de janvier, deux agents espagnols venant de la junte de Tarragone arrivent près de Valençay. Ils réussissent à contacter le médecin de Ferdinand VII qui refuse de les recevoir de peur d'aggraver sa situation. Au printemps 1810, un escroc, Louis Collignon, se disant baron de Kolli, avec des contacts anglais, tente d'approcher Ferdinand VII sans succès. Il est arrêté en mars 1810 et remplacé par un homme de la police se faisant passer pour Kolli. Mais Ferdinand, méfiant, déjoue le piège. L'affaire Kolli, arrangée par la police, a les honneurs du *Moniteur*.

FERDINAND ET NAPOLÉON

Bien avant l'exil des princes espagnols à Valençay, le prince des Asturies et Napoléon ont entretenu une correspondance par le biais de l'ambassade de France en Espagne. Pourtant, l'Empereur n'appréciait guère Ferdinand : « Le prince des Asturies est un homme qui inspire peu d'intérêt. Il est bête au point que je n'ai pu en tirer un mot. Quoi que je lui dise, il ne répond pas. Qu'on le tance ou qu'on lui fasse des compliments, il ne change jamais de visage… Pour qui le voit, son caractère se dépeint par un seul mot : sournois. »

Durant les quatre années d'exil des princes, Napoléon ne respecta pas les engagements financiers spécifiés dans le traité de Bayonne envers les princes. Les fonds furent déposés chez un banquier orléanais et rien ne leur fut versé. La rente qui leur était accordée changeait suivant les années. Pourtant, le prince espagnol se présente toujours comme le « très humble et très dévoué serviteur » de l'Empereur et demande à plusieurs reprises d'intégrer la famille impériale en épousant une nièce de Napoléon, et même l'adoption par ce dernier. Cette dernière demande confirma l'Empereur dans son aversion.

Vincente Lopez
Portrait de Ferdinand VII offert à Talleyrand, 1815-1820

LE TRAITÉ DE VALENÇAY

Après la terrible défaite de la Grande Armée en Russie, l'empire napoléonien est considérablement affaibli. En juin 1813 à Dresde, le maréchal Soult suggère à Napoléon Ier de régler l'affaire d'Espagne en permettant le retour des princes dans la péninsule. En effet, l'Empereur doit à présent se concentrer sur d'autres fronts. L'Espagne le freine, il a besoin des soldats qui s'y trouvent. Il se voit alors contraint de négocier avec Ferdinand VII qu'il a toujours méprisé et tente d'annuler l'alliance entre l'Espagne et l'Angleterre. Dans ses lettres, il cherche à maintenir un semblant de supériorité en exprimant sa volonté de l'élever sur son trône et non pas de lui rendre sa couronne. Pour être sûr que le prince espagnol signe le traité, *le Moniteur* déclare que le duc de Wellington s'apprête à devenir roi d'Espagne. Même sans cet argument mensonger, Ferdinand VII aurait probablement tout de même signé le traité qui achève un exil de quatre années et lui permet de retrouver son pays et sa couronne.

Le traité de Valençay est signé dans la nuit du 10 au 11 décembre 1813 par les plénipotentiaires de chacune des parties : le comte de Laforest, ambassadeur de France en Espagne, et le duc de San Carlos libéré de son exil pour l'occasion. Il s'agit d'un traité assez court qui, dès les premières lignes, reconnaît le changement de statut de Ferdinand VII qualifié du titre de « Sa Majesté Catholique ». On se rend rapidement compte qu'il ne s'agit pas seulement d'un traité permettant le retour des princes d'Espagne dans la péninsule, mais bien d'un traité de paix, paix dont il est question dès les premiers articles. Il faut attendre l'article III pour que l'on évoque de façon explicite le retour de Ferdinand VII sur le trône : « S.M. l'Empereur et Roi reconnaît Don Ferdinand et ses successeurs selon le droit d'hérédité établi par les lois fondamentales d'Espagne, comme Roi d'Espagne et des Indes. » L'article IX est relatif aux *afrancesados*, qui ne seront pas poursuivis, mais l'éphémère roi Joseph n'est pas évoqué. Puis, la libération des prisonniers des deux parties est décidée. À l'article XIII, le statut du roi Charles IV et de la reine est réglé : le retour en Espagne leur est permis s'ils le souhaitent et une rente de 30 millions de réaux leur est accordée. Enfin, l'article XIV fait référence à un traité de commerce entre les deux nations.

La presse française étroitement contrôlée garde le silence sur cet épisode humiliant pour l'Empire et la police se désintéresse désormais des princes.

Salon Bleu du château de Valençay

LE RETOUR DES PRINCES ET LE SOUVENIR

Les Espagnols quittent Valençay le 13 mars 1814 laissant le château en mauvais état tout comme Charles IV l'avait fait en quittant le château de Compiègne. Avant de partir, les princes laissent un souvenir de leur passage. Ferdinand fait don d'un tableau représentant son saint patron, œuvre de l'école espagnole, à l'église paroissiale Saint-Martin de Valençay. Ce tableau a brûlé et a été remplacé par une copie de Jobbé-Duval, mais le somptueux cadre doré témoigne encore de la magnificence du souverain ibérique. Un bel autel portatif baroque de sa chapelle privée se trouve aujourd'hui près du tombeau de Talleyrand (chapelle près de la mairie actuelle). Et il reste dans la « chambre Talleyrand » un paravent de velours jaune brodé, œuvre de Don Antonio. Le futur roi, présageant probablement les difficultés auxquelles il devra faire face en Espagne, prononce ces mots : « Priez Dieu que nous ne regrettions jamais Valençay. Après leur départ, le préfet de l'Indre est déchargé de sa surveillance et demande sa mutation qui lui est refusée, malgré l'appui du duc de San Carlos devenu ministre des Affaires étrangères de Ferdinand VII.

Les princes espagnols quittent donc Valençay alors même que le traité n'a pas été ratifié par la Régence qui considère comme nul tout acte du Roi à l'étranger et que les Cortès exigent que, préalablement à son entrée en Espagne, Ferdinand VII prête serment de fidélité à la Constitution. Finalement, Napoléon les laisse partir, excédé : « Qu'ils partent ! ».

Lorsque Ferdinand VII pénètre dans la péninsule, l'ancien roi Joseph, suivi par les *afrancesados*, est parti depuis longtemps, après la défaite de Vitoria (1813). Ferdinand VII fait son entrée à Madrid le 13 mai 1814 en roi absolu après avoir refusé la constitution de Cadix le 4. Il règnera jusqu'en 1833, poursuivant de sa haine les *afrancesados* et surtout les libéraux auteurs de cette constitution qu'il excècre, mais qu'il se voit contraint de mettre en oeuvre entre 1820 et 1823, date à laquelle il est rétabli comme roi absolu par les troupes françaises commandées par le duc d'Angoulême. À sa mort, une guerre de succession, également appelée guerre carliste, éclate entre les partisans de don Carlos, ancien hôte de Valençay, frère de Ferdinand VII, et ceux d'Isabelle, fille mineure de ce dernier, devenue apte à régner par l'abolition de la loi salique.

LES « VISTAS » DE FELIPE CARDAÑO

De retour en Espagne, les princes n'oublient pas Valençay et gardent de bons souvenirs de ces quelques années d'exil. Ferdinand VII fait de Talleyrand le 868e membre de la Toison d'Or d'Espagne. Il donne le nom de Valençay à un régiment royal et à une frégate. Il demande plus tard à son « Grabador de Camara » Felipe Cardaño (1778-1824), qui avait appris en France la lithographie, de graver quelques vues de la « maison de campagne de Valençay… lieu où furent captifs Sa Majesté et Leurs Altesses pendant leur séjour en France ». Pour satisfaire le royal désir, Cardaño a exécuté entre 1816 et 1819 quatre gravures montrant la vue prise depuis l'extrémité du jardin (1a Vista), la vue prise de la droite du village de Chantemerle (2a Vista), la vue prise depuis le nouveau parc (3a Vista), la vue prise depuis les environs au jardin (4a Vista). L'artiste a représenté les princes sur la 1a Vista, leur sortie en carrosse sur la 4a, et partout figurent des personnages, courtisans, gendarmes, paysans, compagnons d'exil. Ces gravures contribuèrent à la célébrité de Valençay.

Motifs des fauteuils du Grand salon brodés par les dames de la cour d'Espagne lors de l'exil des princes